
M.E.S., Numéro 134, Vol. 1, mai – juin 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mis en ligne : le 31 mai 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2024

LA GUERRE DANS L'EST DE LA RD CONGO ET LE COMMISSIONNEMENT DE SES VOISINS :

Cas du Rwanda et de l'Ouganda

par

Emmanuel KUEY IYAMBU

*Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique / Ilebo
Doctorant et chercheur à la Faculté des Sciences Sociales
Université de Kinshasa*

Résumé

L'intensification de l'hostilité entre les Etats des Grands Lacs risque de provoquer une reprise des guerres régionales qui ont déchiré cette région au cours des décennies précédentes. Alors que la crise sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) évolue, la communauté de la région de l'Afrique de l'Est (CAE) semble unie et déterminée à trouver une solution durable à la crise. Cependant, les commentaires occidentaux sur la crise continuent à jouer un rôle destructeur en minimisant la responsabilité du gouvernement de la RDC dans la reprise du conflit armé dans la région, assurant, ainsi, que Kinshasa continue à doubler la mise avec sa politique de terre brûlée en ce qui concerne ses relations avec le Rwanda d'une part et la rébellion du M23 soutenue par les forces armées rwandaises, d'autre part.

Que se passe-t-il ? Les tensions s'intensifient dans la région des Grands Lacs africains entre le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, qui soutiendraient tous des insurgés basés dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Parallèlement, le Président congolais Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, avait envisagé au début de son mandat, d'inviter ces pays en RDC pour combattre les groupes auxquels ils s'opposent respectivement.

En quoi est-ce significatif ? Compte tenu de leur animosité croissante, ces trois pays, s'ils sont invités en RDC, pourraient intensifier leur soutien à des milices alliées tout en ciblant des ennemis. Historiquement, les voisins de la RDC se sont servis des milices qui y opèrent pour s'attaquer mutuellement. D'ailleurs, un nouveau conflit, par procuration, pourrait déstabiliser davantage la RDC, et même provoquer une véritable crise de sécurité dans la région.

Comment agir ? Au lieu d'impliquer ses voisins dans des opérations militaires, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo devrait renforcer ses efforts diplomatiques pour apaiser les frictions régionales, en s'appuyant sur une récente initiative conjointe de la RDC et de l'Angola et sur le soutien des Nations unies, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France.

Mots-clés : guerre, commissionnement, RD Congo, Rwanda, Ouganda

Abstract

The intensification of hostility between the Great Lakes states risks causing a resumption of the regional wars that tore this region apart in previous decades. As the security crisis in eastern Democratic Republic of Congo (DRC) evolves, the East African region (EAC) community appears united and determined to find a lasting solution to the crisis. However, Western commentary on the crisis continues to play a destructive role by downplaying the DRC government's responsibility for the resumption of armed conflict in the region, thereby ensuring that Kinshasa continues to double down with its scorched earth policy regarding its relations with Rwanda on the one hand and the M23 rebellion supported by the Rwandan armed forces, on the other hand.

What is going on ? Tensions are escalating in the African Great Lakes region between Burundi, Rwanda and Uganda, all of whom are believed to support insurgents based in the eastern Democratic Republic of Congo (DRC). At the same time, Congolese President Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, had considered at the start of his mandate, to invite these countries to the DRC to fight the groups they respectively oppose.

How is this significant? Given their growing animosity, these three countries, if invited to the DRC, could step up their support for allied militias while targeting enemies. Historically, the DRC's neighbors have used the militias operating there to attack each other. Moreover, a new conflict, by proxy, could further destabilize the DRC, and even cause a real security crisis in the region.

How to act? Instead of involving his neighbors in military operations, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo should strengthen his diplomatic efforts to ease regional frictions, relying on a recent joint initiative by the DRC and Angola and on the support of the Nations United States, United Kingdom and France.

Keywords : *war, commissioning, DR Congo, Rwanda, Uganda*

INTRODUCTION

A travers le narratif sur le génocide rwandais dans les médias, le régime de Kagame a eu largement du soutien de la communauté internationale : c'est ainsi que le Rwanda a pu avancer des arguments sécuritaires pour justifier sa présence au Congo à partir de 1996, ce qui a conduit à la première guerre du Congo.

Dans le même ordre d'idée, le Rwanda par exemple pour justifier sa présence indirecte en RDC, a adopté une autre stratégie pour défendre son implication dans l'insurrection dans l'Est du Congo-Kinshasa. Cependant, qu'est-ce que nous voulons analyser dans cette réflexion ? Nous expliquons à travers cette étude que l'implication du Rwanda et de l'Ouganda dans plusieurs conflits armés à l'Est de la RDC, n'est pas seulement en faveur de puissances occidentales et leurs sociétés multinationales non plus, mais pour leurs économies respectives, l'Ouganda tout comme le Rwanda, plusieurs auteurs démontrent comment ces deux Etats voisins de la RDC convoitent le sol et sous-sol de cette dernière, ils tirent leur survie dans les conflits interminables du Congo.

Une lecture rapide sur les raisons de l'escalade du conflit entre la RDC et la rébellion du M23 se lirait comme suit : fin 2021, le Rwanda a senti que son influence dans l'Est de la RDC diminuait en raison d'un rapprochement entre la RDC et l'Ouganda" parce que "Kampala a conclu un certain nombre d'accords avec Kinshasa, notamment, pour des concessions d'infrastructures et d'or qui ont conduit à une concurrence directe avec le Rwanda;

La RDC a ébranlé Kigali en renouvelant son partenariat avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), que le Rwanda perçoit comme une véritable menace pour sa sécurité, même s'il est également accusé de gonfler cette menace pour des raisons d'opportunisme politique ; et

Coincé entre la pression économique et les préoccupations sécuritaires, Kigali a eu recours à la stratégie qui consiste à se donner une marge de manœuvre en soutenant l'insurrection.¹ Cette analyse semble facile à comprendre, à l'exception des nombreux points problématiques qu'elle présente au lecteur.

Tout d'abord, dans cette étude, nous qualifions ces éléments comme les spéculations sur la perception du Rwanda de son influence supposée décroissante en réaction au rapprochement entre la RDC et l'Ouganda. La manière dont les deux auteurs sont parvenus à cette conclusion est un mystère, étant donné qu'un tel point de vue n'a jamais été exprimé publiquement par un représentant de l'Etat rwandais.

I. ANALYSE ERRONEE, SPECULATIONS ET ALLEGATIONS DOUTEUSES

Voici les faits : avant la reprise du conflit fin 2021, le Rwanda et la RDC avaient signé plusieurs accords bilatéraux, dont un mémorandum sur la coopération dans le domaine de l'exploitation aurifère. La signature a eu lieu le 26 juin 2021, un mois après la signature d'un autre accord de coopération dans les domaines du commerce, de la sécurité et de l'infrastructure routière entre l'Ouganda et la RDC. Il n'existe aucun document officiel ou rapport indiquant que Kampala a obtenu des concessions d'or qui pourraient conduire à une "concurrence directe avec le Rwanda, comme l'affirment Verweijen et Vogel, à moins qu'il ne s'agisse d'accords informels.²

En tout état de cause, pour nous, si les minerais congolais sont aussi abondants qu'on le prétend, il n'y a aucune raison de penser que le Rwanda serait menacé si des accords similaires étaient conclus par Kampala. À moins que l'on ne soit déterminé à projeter sur les pays africains la logique du jeu à somme nulle qui sous-tend les comportements des superpuissances occidentales, il y a suffisamment d'or en RDC pour que tous les voisins participent à des entreprises communes d'exploitation minière et en partagent les bénéfices.

En fait, si les spéculations étaient fondées, toute action visant à annuler les gains de l'Ouganda dans ces prétendus accords, y compris le soutien à l'insurrection, serait accueillie avec hostilité par Kampala. Or, jusqu'à présent, l'Ouganda, comme tous les membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est, à l'exception de la RDC, a maintenu qu'il n'avait pas l'intention de combattre les rebelles du M23. Cela signifie que Kampala ne considère pas le M23 comme une menace et un mandataire dont l'objectif est de promouvoir les intérêts du Rwanda aux dépens de ceux de l'Ouganda.

Il semble que ce que nous avons qualifié comme spéculations initiales ne servent qu'à soutenir la conclusion de certains auteurs, selon laquelle Kigali a eu recours à la stratégie éprouvée de se donner une marge de manœuvre en soutenant l'insurrection. Il s'agit d'un cas de biais de confirmation, qui ne fait

¹ <https://www.willsouthafricaaidandabetgenocidalpogromsinDRC?ByKelvinJakachira14/01/2024>

² <http://www.currencydevaluation:nigeria'sexperienceandlessonsforAfrica'seconomicemancipationBySegunR.Bello01/03/2024>

qu'entretenir les vieux clichés sur les minerais congolais et n'aide pas à comprendre la crise actuelle en RDC.

1.1. Contexte Géopolitique

Il faut noter que le régime rwandais bénéficie depuis les années 1990 du soutien des Etats Unis dans leurs intérêts stratégiques de long terme qui ont contribué à l'accession au pouvoir de Paul Kagamé, pour exclure les européens, Belges et Français, du partage des richesses de cette région.

Ce soutien s'est fait au dépend de la RDC et a contribué à l'accroissement et à la virulence des conflits armés dans la région. C'est à partir de 2012, que les Etats Unis commencent à se désolidariser du régime rwandais, la porte-parole de la Diplomatie américaine, Victoria Nuland disait ceci à propos du principal groupe d'insurgés: « nous l'avons répété au gouvernement rwandais : nous sommes profondément inquiets du soutien du Rwanda à un groupe rebelle congolais dénommé M23 ».

Cela signifie, tout simplement, selon notre analyse, que le Rwanda profite de soutien des puissances à son pays pour exploiter les ressources naturelles de la RDC d'une manière illégale. En ce qui concerne l'Ouganda, sans influence occidentale, l'Ouganda est arrivé même, selon plusieurs témoignages qui viennent de la base, ainsi que des photos des bornes posées qui ont été envoyées au gouvernement congolais qui prouve que ce pays a tenté de déplacer les bornes de frontière avec le souci d'annexer une partie de territoire congolais à son territoire, donc les convoitises ne sont pas que occidentales sur la RDC, mais les pays voisins, aussi, entre autres, le Rwanda et l'Ouganda.

1.2 Les Contre-accusations

Comment dire du bien du Rwanda et dire du mal de la République Démocratique du Congo (RDC) est un exercice facile tant que les nombreux rapports alarmistes des Nations unies, les mauvais classements internationaux, les réquisitoires des organisations non gouvernementales et les reportages chocs nourrissent les motifs d'indignation.

La critique est vive parmi les Congolais eux-mêmes. Une phrase revient à Kinshasa : « *Congo ekobonga te* », « *Le Congo ne sortira jamais de ce trou dans lequel il se trouve.* »

Le Congo est-il l'illustration parfaite d'un « État failli » ? Plus de 60 ans après son indépendance, le bilan est assurément dramatique. Pourquoi les pouvoirs, successivement en place, ne sont-ils pas parvenus à créer des institutions robustes ? Pays trop vaste pour être efficacement gouverné ? Incapacité des élites à gérer l'héritage colonial ? Rôle pervers des grandes puissances, notamment pendant la guerre froide ? Une autre hypothèse est rarement étudiée : la cupidité des voisins. Elle a une certaine pertinence. Dans l'histoire tragique du grand par la superficie du Congo, le rôle du Rwanda, presque cent fois plus petit, n'a certes, probablement pas été le plus décisif, mais il a exercé son influence.

II. LES ANTECEDENTS DE CONFLITS DANS LE KIVU

Les conflits des Grands Lacs s'alimentent de plusieurs contentieux fossilisés, d'animosités anciennes, de haines sédimentées et de diverses compétitions autour des positions de rente.

Autant d'ingrédients qui ont leur propre histoire et qui se nourrissent mutuellement. Pendant la période coloniale, de nombreux paysans rwandais furent installés sur les collines de Masisi, aménagées pour la circonstance : 25 000 ont été déplacés entre 1933 et 1945, 60 000 entre 1949 et 1955.³

Au demeurant, les migrations organisées à l'initiative des autorités belges ne constituaient qu'un peuplement supplétif par rapport aux migrations de population plus spontanées, qui se déversaient dans l'agriculture et l'élevage. Aussi, l'administration coloniale estimait-elle déjà en 1955 à 170 000 le nombre de Rwandais installés au Congo.

S'est ainsi installée la communauté kinyarwandophone des Banyamulenge littéralement, ceux qui viennent de Mulenge, un affluent de la Ruzizi.⁴

Après l'indépendance du Congo, en 1960, chaque crise politique dans les pays voisins, le Rwanda et le Burundi, s'est traduite par une nouvelle vague de réfugiés, concurrents d'autant plus indésirables que les espaces de culture étaient exigus et que les conflits politiques empruntaient le langage agressif de l'ethnicité. Jusqu'en 1973, le flux est d'une vingtaine de milliers par an, grossissant les rangs des kinyarwandophone sédentarisés.⁵

³ C. BRAECKMAN, *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 117.

⁴ P. PEAN, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010., p.31.

⁵ M.-F. CROS et F. MISSER, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2007. Cité par David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Paris, Actes Sud, 2012.

L'adaptation se fit d'autant plus aisément que le Kivu ressemble aux pays d'origine de ces migrants : une succession de montagnes verdoyantes, une culture commune de la vache et du bananier, des langues proches, des traditions de pouvoir royal équilibré par des contre-pouvoirs. La seule distinction pertinente était, alors, celle liée à l'origine, entre autochtones (Hunde, Nande, Nyanga), d'un côté, et allochtones (Hutu et Tutsi), de l'autre, quelle que soit leur condition sociale, le débat sur la nationalité date de l'époque du maréchal Mobutu Sese Seko, quand fut dénoncé le pseudo-projet de certains leaders tutsis de détachement du Kivu du Congo, en vue de créer la « République des Volcans » par la fusion avec l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.⁶

Face à la mise en cause de leur nationalité et, par voie de conséquence, de leurs acquis fonciers, les Banyamulenge ne pouvaient que s'organiser en résistance. À peu près partout dans la région du Kivu émergent des « mutuelles ethniques », structures d'entraide et d'autodéfense. Elles allaient exacerber les affrontements.

Les incidents sanglants furent nombreux dans les deux sites économiques stratégiques de l'Est de ce qui était devenu aujourd'hui la RDC : le Masisi (1991, 1993) et Walikale (1992). Du fait de la défaillance de l'État à établir la sécurité, des milices d'autodéfense s'organisèrent dans les villages, se donnant le nom de « *maï maï* » (invulnérables), tout cela a contribué à la déstabilisation de la RDC.

III. UNE ECONOMIE DE GUERRE EN RDC

Le « modèle de la convoitise » (« *greed model* ») sert, souvent, de système explicatif pour un conflit du type de celui qui règne dans les Grands Lacs. Selon ce modèle, l'exportation des minerais accroît, dans un territoire donné, le risque de guerre de quatre manières : elle permet le financement des rebelles et des armes ; elle aggrave la corruption de l'administration, elle crée des incitations à la sécession ou à la balkanisation, et elle augmente la vulnérabilité de la population aux chocs exogènes.⁷

L'existence de racines économiques à la situation de violence qui prévaut dans le Congo oriental est avérée par de nombreux rapports. Encore faut-il qu'elles trouvent un terreau favorable : un État « failli », marqué par le déficit des gouvernances passées et actuelles, doté d'une démocratie inachevée et précaire et qui, en outre, souffre de la « malédiction des matières premières », c'est-à-dire une utilisation non productive de ses ressources naturelles. La grande taille du Congo 2 345 410 km², soit quatre fois la France, joue, également, un rôle : les mouvements rebelles peuvent opérer avec une relative facilité dans les régions éloignées du pouvoir central, enclavées par le manque d'infrastructures.

Le Rwanda est, pour sa part, un petit pays, qui compte 11 millions d'habitants sur une superficie d'à peine 26 338 km², dépourvu de façade maritime, de ressources minières et pétrolières, n'exportant que du café et du thé. Des rapports d'experts de l'ONU pointent encore, régulièrement, du doigt, sa responsabilité, systématique et permanente, dans le pillage des ressources congolaises.⁸

Selon plusieurs Rapports des experts de l'ONU, ils mettent clairement en cause, d'une part, le soutien du Rwanda aux forces rebelles du M23 et, d'autre part, les transits frauduleux de coltan et d'étain *via* Kigali. Les deux observations ne sont pas explicitement reliées mais le pas est franchi par la plupart des analystes, comme Pierre Péan, qui reprend de larges extraits des rapports pour démontrer l'exploitation abusive dont est victime le Congo depuis vingt ans.⁹

Depuis 2010, l'exportation de minerais (cassitérite, coltan et tungstène) est devenue la première source de rentrée de devises du Rwanda, dépassant, pour la première fois, l'exportation du thé.

En 2013, les minerais représentaient 28 % du total des exportations Or, le Rwanda ne dispose pas des gisements de taille suffisante pour fournir une telle production. En fait, pendant des années, les minerais du Congo ont passé la frontière pour recevoir une étiquette au Rwanda.

Une fois mis en fûts et chargés dans un petit avion assurant la liaison avec Goma, ils sont, majoritairement, transférés à Kigali, plaque tournante du trafic, où ils peuvent trouver une légalité en devenant, après une première transformation, un « produit made in Rwanda ». ¹⁰

⁶ HCDH, *République démocratique du Congo, 1993-2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo*, Genève, août 2010.

⁷ OCDE, Banque africaine de développement, PNUD et Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, *Perspectives économiques de l'Afrique*, Paris, éditions OCDE, 2013.

⁸ S. SOLVIT, *RDC : rêve ou illusion ? Conflits et ressources naturelles en République démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.48.

⁹ P. PEAN, *op.cit.*

¹⁰ Http: www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/65272-150323-onu-un-rapport-du-conseil-des-droits-de-l-homme-fustige-israel

Le corridor rwandais conduit, ensuite, à Mombasa et à Dar es-Salaam, pour se poursuivre vers l'Europe, les Émirats arabes unis et, surtout, l'Asie. L'or de l'Ituri emprunte plutôt le corridor ougandais... Tous les éléments constitutifs d'un véritable « modèle » d'économie de guerre sont réunis dans les Grands Lacs, en général, et en particulièrement, en RDC: une rente minière facile à mettre en valeur avec un faible investissement industriel mais avec des coûts de sécurité élevés, une main-d'œuvre disponible et aisée à exploiter, un réseau commercial efficace, un mode d'accumulation simple reposant sur un système financier élémentaire, un réseau internationalisé de vente de minerais et un autre pour l'approvisionnement en armes.¹¹

Installé il y a vingt ans, ce modèle demeure et évolue. Les racines des conflits ne se résument pas à la seule rapacité autour des ressources minérales. Dans la longue durée, des enjeux démographiques, liés à l'occupation de l'espace dans les Grands Lacs, nourrissent les tensions ethniques, exacerbées par les haines accumulées depuis des décennies. Dans ce contexte, l'exploitation des ressources minières est plutôt un facteur aggravant, et la violence endémique qui règne dans les Grands Lacs est amplifiée par la militarisation de l'économie et la fraude massive.

Les facteurs psychosociologiques sont, également, déterminants. Les tensions internes nourrissent des processus identitaires fondés sur la construction et le rejet de l'Autre, dont la diabolisation est amplifiée par les médias, la radio, notamment, et les discours de haine.

3.1 Guerre par procuration en RDC

L'intensification de l'hostilité entre les Etats des Grands Lacs risque de provoquer une reprise des guerres régionales qui ont déchiré cette région au cours des décennies précédentes. Le Président du Rwanda, Paul Kagamé, accuse le Burundi et l'Ouganda de soutenir les rebelles rwandais actifs dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu de la République démocratique du Congo (RDC), et menace de répondre aux attaques menées par ces groupes contre son pays. De leur côté, le Burundi et l'Ouganda affirment que le Rwanda soutient les rebelles burundais et ougandais en RDC.

Au même moment, au début de son pouvoir Président de la RDC, Félix Antoine Tshisekedi, a fait part de son intention d'inviter le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda à mener des opérations militaires conjointes avec les troupes de la RDC contre les insurgés qui ont trouvé refuge dans son pays, une politique qui risque d'alimenter les conflits par factions interposées.

Félix Antoine Tshisekedi heureusement a, plutôt, privilégié la voie diplomatique qu'il a, également, lancée, avec le Président angolais João Lourenço, pour apaiser les tensions entre ses voisins. Les Nations unies et les gouvernements occidentaux, en particulier, ceux des États-Unis et du Royaume-Uni, devraient appuyer ses efforts qui ont été pris au départ par le Président Félix Antoine Tshisekedi.

Félix Antoine Tshisekedi, en poste depuis 2019, a mis l'accent sur la diplomatie pour apaiser les tensions. Avec Lourenço, il a facilité des discussions en juillet 2019 entre les présidents rwandais et ougandais à Luanda.

Il a, également, cherché à améliorer les relations de la RDC avec le Rwanda. Cependant, il a, parallèlement, mis en œuvre un plan selon lequel le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda mèneraient des opérations militaires, sous l'autorité de l'armée de la RDC, contre les insurgés qui ont trouvé refuge dans son pays, comme nous l'avons souligné ci-haut.

Cette politique a risqué d'attiser des conflits entre factions interposées en RDC. Le Président congolais devrait plutôt relancer la voie diplomatique, en sollicitant le Burundi ainsi que le Rwanda et l'Ouganda. Il devrait inviter l'envoyé spécial de l'ONU pour les Grands Lacs à superviser des pourparlers tripartites en vue d'apaiser les hostilités.¹²

L'envoyé de l'ONU devrait encourager les représentants burundais, rwandais et ougandais à partager des preuves du soutien de leurs rivaux aux insurgés en RDC, en vue de la rédaction d'une feuille de route prévoyant le retrait de ces soutiens. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France devraient utiliser leur influence de longue date dans la région des Grands Lacs pour encourager une désescalade. Malheureusement ou heureusement, cette politique n'a pas été appliquée telle que le Président congolais envisageait.

3.2 Economie et politique des conflits en RDC

Concernant ce point, nous analysons dans cet article que, la littérature consacrée à l'économie des conflits est-elle pertinente pour comprendre la crise que traverse la République Démocratique du Congo ?

¹¹ Banque mondiale, *Doing Business 2014. Economy Profile : Rwanda*, Washington, 2013.

¹² Communication présidentielle Nairobi/Bruxelles, 23 janvier 2020

Le modèle d'économie de guerre repose sur plusieurs critères pour déterminer la probabilité d'un conflit (croissance économique, revenu, exportation primaire, qualité des institutions, niveau de corruption). Certains résultats du modèle sont intéressants, selon plusieurs experts: le risque moyen d'un conflit dans la région de grand lacs était entre 1960 et 1999 de 27% contre seulement 9% pour le reste de l'Afrique.¹³

En réalité, selon cette étude, les causes des conflits récurrents dans l'Est de la RDC ne sont pas seulement le commissionnement du Rwanda et l'Ouganda ou d'autres... comme souligné dans notre sujet. Elles sont multiples, et empruntent aux deux modèles grief-cupidité et à bien d'autres explications. Ils sont tout simplement la résultante de plusieurs contentieux, d'animosités anciennes, de haines sédimentées et de diverses compétitions autour des positions de rente, qui ont leur propre histoire et qui se nourrissent mutuellement.

Cependant, il n'est pas aisé d'en démontrer les mécanismes puisqu'ils relèvent de l'illicite et sont, donc, partiellement dissimulés, ni de trouver les solutions pour une pacification de ce pays meurtri, qui s'inscriraient dans la durée.

3.3. Les mesures anti-conflits

« Les conflits africains ont des formes moyenâgeuse et postmodernes. Ils s'insèrent dans une économie mondiale officielle et criminelle », l'environnement international est donc décisif, dans l'arène des marchés de minerais comme dans celle, parallèle, des marchés d'armes, des efforts plus substantiels qui, jusqu'à présent, doivent être fournis pour intercepter et poursuivre les « faiseurs de conflits », complices du commerce illégal avec les rebelles, ceux qui violent les embargos, les courtiers illégaux et les trafiquants véreux.

Comme dans certains rapports des ONG, les filières ne peuvent certes plus alimenter ouvertement les fabricants européens et américains, mais le trafic trouve de nouveaux débouchés, entre autres, l'Indonésie et la Chine et les anciennes pratiques qui se perpétuent.

3.4. Lutte contre l'économie frauduleuse

Comment instaurer une économie de paix ? La réponse s'égrène en recommandations : il faut restaurer l'autorité publique, lutter contre l'impunité, mettre en place un cadre politique responsable et engager des actions de reconstruction. Mais le rétablissement de la sécurité demeure la pré condition.

CONCLUSION

Pour conclure avec cette réflexion sur « La guerre dans l'Est de la RDC et le commissionnement du Rwanda et de l'Ouganda », nous disons qu'avec le rétablissement des Relations Diplomatiques sincères entre la RDC et ses voisins, le Rwanda et l'Ouganda, des programmes de sortie de crise peuvent ressortir des cartons.

Comme c'est toujours le cas dans des scénarios de transformation, il aura de fortes résistances. Localement, ceux qui ont bénéficié de l'absence de réglementation, de la militarisation de l'activité économique et des opportunités de rente chercheront à faire échouer les efforts de réglementation, voir à les combattre par force.

D'autres, en grand nombre, certainement, des creuseurs aux fonctionnaires locaux, en passant par les négociants qui ont été contraints de s'accommoder du système dérèglementé et les exportateurs formels, trouveront dans le rétablissement de la légalité un intérêt supérieur.

Si, après tant d'années de conflits et d'insécurité, tant de victimes innocents, tant de terroirs détruits, les attitudes de défiance sont difficiles à lever, si les alliances sont précaires, il n'est pas impossible d'espérer que sous l'impulsion des gouvernements les plus concernés réunis dans la commission économique des pays des grand lacs (CPGL), un jour, un mécanisme fédérateur sera mis en place pour amorcer ces coopération autour de la problématique de la gestion concentrée au bénéfice des communautés. Comment financer le passage de l'économie du conflit à l'économie de paix ? il est inconcevable d'escompter sur la réallocation d'une fraction des ressources allouées par les pays occidentaux à la MONUSCO au titre de la protection des populations et de la dissuasion, comme à d'autres organisations humanitaires (HCR, PAM, UNICEF) soit une somme de plus d'un milliard de dollars par an, malheureusement, actuellement, il y en a un plus comme avant, pour financer des programmes transversaux (transport, eau, énergie, sécurité alimentaire, télécommunications) et des projets fédérateurs, porteurs d'une paix durable, autour d'une autorité commune d'aménagement du territoire.

¹³ KOFI A. ANNAN : Eviter la guerre, prévenir les catastrophes : le monde mis au défi, Rapport annuel sur l'activité de l'organisation, New York : Nations Unies, 1999, p.13.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Mondiale, *Doing Business 2014. Economy Profile : Rwanda*, Washington, 2013.
- COLETTE BRAECKMAN, *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*. Paris, L'Harmattan, 2011.
- Communication présidentielle Nairobi/Bruxelles, 23 janvier 2020
- HCDH, *République démocratique du Congo, 1993-2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo*, Genève, août 2010.
- [http/ www. Currency devaluation: Nigeria's experience and lessons for Africa's economic emancipation](http://www.currencydevaluation.com) By Segun R. Bello 01/03/2024
- [Http: www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/65272-150323-onu-un-rapport-du-conseil-des-droits-de-l-homme-fustige-israel](http://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/65272-150323-onu-un-rapport-du-conseil-des-droits-de-l-homme-fustige-israel)
- KOFI A. ANNAN : Eviter la guerre, prévenir les catastrophes : le monde mis au défi. Rapport annuel sur l'activité de l'organisation, New York : Nations Unies, 1999, p.13.
- Marie-France CROS et François MISSER, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2007. Cité par David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Paris, Actes Sud, 2012.
- OCDE, Banque africaine de développement, PNUD et Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, *Perspectives économiques de l'Afrique*, Paris, éditions OCDE, 2013.
- PEAN, P., *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010.
- SAMUEL SOLVIT, *RDC : rêve ou illusion ? Conflits et ressources naturelles en République démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2010.